

Comprendre
la tragédie
capitaliste

CAPITALISME

Imaginer
le système
d'Après

Dominique GAGNOT

Ce livre s'adresse aux esprits curieux qui scrutent les arcanes de notre organisation économique et sociale, et osent remettre en question les fondements les plus profonds de cette structure.

Il évite de se concentrer sur des détails spécifiques afin de communiquer des idées et des concepts de manière plus accessible et compréhensible pour un large public.

Cette œuvre aspire à une écriture dénuée de prétention littéraire, privilégiant la simplicité et la concision.

27/12/2023

Sommaire

• La finalité première du système économique	P 7
• À propos de l'auteur	P 9
• Comprendre la tragédie capitaliste	P 13
• Des fondements fragiles	P 15
• La catastrophe écologique et sociale.	P 16
• La valeur et le profit	P 19
• Historique	P 21
• Définition	P 26
• Une vision simpliste de la société	P 27
• Au dessus de tout, l'industrie financière	P 29
• L'incessante quête de profits	P 30
• Pas pour objet de répondre aux besoins réels	P 31
• Interdit de gérer dans le temps	P 32
• Empêche de répondre aux besoins élémentaires	P 32
• Propriétaires et non- propriétaires	P 33
• Assurer leur fortune	P 35
• La monnaie, les banques commerciales	P 36
• La banque centrale	P 38
• La spéculation	P 40
• Les patrons	P 41
• Les syndicats	P 43
• Les « experts »	P 44
• Les « grands » médias	P 45
• L'École	P 48
• Les élections présidentielles	P 50
• La pillerie des propriétaires	P 52

• La mondialisation de l'économie	P 53
• Le chômage de masse	P 55
• Pression économique ravageuse	P 58
• Phase d'effondrement	P 59
• Imaginer le système d'Après	P 67
• Propriété	P 72
• Liberté	P 73
• Collectivité	P 73
• Communisme	P 74
• Libéralisme	P 75
• Communisme libéral	P 75
• Administration	P 75
• Inflation	P 76
• Déflation	P 77
• Croissance	P 77
• Les Ressources premières	P 80
• Le Pouvoir économique au peuple	P 83
• Financement	P 87
• Propriété lucrative, propriété d'usage	P 89
• Les premiers objectifs	P 91
• Et l'homme dans ce nouveau paradigme ?	P 101
• Le nouveau rôle des grands médias	P 102
• Révolution	P 103
• Postface, les SCOP	P 107
• Mutation du capitalisme	P 111
• Epilogue	P 119
• Bonus 1 - Crise et exclusion	P 123
• Bonus 2 - Comment se débarrasser d'un peuple.	P 135

La finalité première du système économique actuel est dans la préservation de l'ordre social.

Malgré les apparences, l'essence de notre système économique n'a jamais résidé dans la satisfaction des besoins des populations, bien que cela puisse incidemment se produire, et encore moins dans la protection des ressources.

Son dessein profond consiste avant tout à maintenir en place l'ordre social établi tout en répondant aux exigences des élites dominantes, pour qui la préservation de leur suprématie demeure une priorité inébranlable.

Il est crucial de discerner le récit qui nous est quotidiennement servi, dans lequel on prétend vouloir réduire la pauvreté, le chômage, ou encore la dette, améliorer les services publics... de l'objectif réellement poursuivi qui, en réalité, est diamétralement opposé.

À propos de l'auteur :

En tant qu'ingénieur au sein de l'industrie électronique, dans le domaine de la Recherche et du Développement, ma vocation résidait dans l'art de plier les problèmes afin de concevoir des solutions innovantes.

Troublé par l'absurdité du système économique qui régit notre monde, j'ai été saisi par cette interrogation, sans doute nourrie par ma formation professionnelle, qui m'a poussé à démanteler méticuleusement cette machine complexe afin d'en saisir les mécanismes et les conséquences, avec pour ambition ultime de faire émerger un système viable sur le plan social et écologique, empreint d'humanité et de responsabilité.

Comprendre la tragédie capitaliste

Le système capitaliste actuel représente la plus vaste supercherie de l'histoire de l'humanité, fondée sur la tromperie des populations, leur maintien dans l'ignorance et la manipulation des foules.

Une infime minorité d'individus ultras riches règne en maîtres sur des peuples soumis et complices, piégés dans un système de pensée collectif¹ qui les entraîne inéluctablement vers une catastrophe écologique et sociale mondiale.

Nous allons dévoiler cette prison mentale. Les ficelles sont grossières, mais invisibles pour la majorité. Tout est connecté, d'où la solidité de cette structure.

En lisant ces lignes, vous pourriez éprouver des difficultés à accepter ce qui va suivre. Elles pourraient remettre en question vos convictions les plus profondes.

¹ Pour s'intégrer dans une communauté, inconsciemment chaque membre en intériorise le cadre de pensée. Réfléchir d'un point de vue extérieur à ce cadre lui sera plus difficile mais pas impossible :)

Il est indéniable que notre "science économique" repose sur des fondements fragiles, voire erronés.

Au fil des siècles, nous avons été immergés au sein d'une société marchande qui nous semble aussi naturelle que la pluie et le beau temps. Incontestablement nos connaissances se sont développées de manière exponentielle et l'extrême pauvreté a connu un recul notable.

Cependant, parallèlement à ces avancées, nous avons dévasté les équilibres planétaires.

Il est tout à fait remarquable, voire extravagant, de constater que le système économique à l'origine de cette destruction est rarement, voire jamais, remis en question.

La catastrophe écologique et sociale.

La constante déferlante de produits émis par nos usines engendre l'accumulation colossale de déchets et pollutions.

Parce que le profit est lié aux flux de marchandises (Plus on consomme, plus on vend, et plus on gagne), le capitalisme est une machine à détruire la planète.

Reconnaître cette relation et comprendre les conséquences de la poursuite aveugle du profit est un premier pas important vers la recherche de solutions durables.

Par ailleurs nos activités individuelles, qu'elles soient liées à notre emploi, à nos loisirs ou à notre alimentation, sont largement conditionnées par ce système économique.

La finalité première des entreprises privées réside dans la recherche du profit.

Leur activité se trouve subordonnée à cette quête incessante de bénéfices.

Cela se manifeste clairement dans le fait qu'une entreprise privée, même essentielle, sera condamnée si elle n'est pas rentable, tandis qu'une autre, dépourvue d'utilité réelle voire nocive, verra son avenir assuré du moment qu'elle génère des bénéfices.

La quête effrénée du profit empêche tout changement de cap significatif même face aux bouleversements planétaires en cours. En effet, prendre en considération les contraintes écologiques se

traduit inévitablement par des coûts supplémentaires, réduisant ainsi les dividendes à distribuer aux actionnaires, et la mise en péril de nombreuses entreprises. Dans notre système capitaliste, tous les efforts sont donc déployés pour maximiser les profits, c'est-à-dire pour détruire notre milieu de vie !

Il est illusoire de croire que nous pourrions prévenir les gigantesques catastrophes naturelles et humaines qui se profilent en modifiant uniquement nos comportements individuels, dont l'impact demeurerait marginal face aux nuisances considérables engendrées par les activités économiques et financières.

La valeur et le profit.

Au cœur de notre économie capitaliste réside l'objectif de "créer de la valeur", où le profit agit comme un moteur. Toutefois, un élément fondamental semble étrangement absent, à savoir la reconnaissance de la Valeur du Capital initial représentée par les ressources de notre planète. Cette omission est d'autant plus absurde que cette valeur est irremplaçable et inestimable.

Dans une perspective extraordinaire nous dévoilons, dans la seconde partie de ce livre, la possibilité de relier le profit non plus aux simples flux de marchandises, mais à la régénération de notre planète. Cette transition s'inscrit dans une vision de passage d'une économie purement marchande à une économie écologique et sociale.

Avant d'exposer cette révolution, il est essentiel de démanteler le système actuel qui régit nos échanges économiques.

Historique.

À travers les siècles, les hommes se sont battus pour faire de territoires leur propriété privée et en tirer un profit personnel. Aujourd'hui, le capitalisme concentre la propriété de la majeure partie connue des ressources de notre planète entre les mains d'une minorité dont l'objectif est d'en tirer un profit financier.

Cependant, cette situation est insoutenable face aux crises écologiques et sociales auxquelles l'humanité est confrontée aujourd'hui.

En effet, la recherche de profits pousse à maximiser les échanges de tout et n'importe quoi, sans aucune considération écologique, mais uniquement technique.

Cela engendre un gaspillage ahurissant des ressources naturelles et une dégradation rapide de la biosphère. Pour couronner le tout, le capitalisme ignore les limites de notre planète considérée comme infinie. Cette situation a perduré tant que l'écosystème pouvait le supporter. Cependant, un seuil critique a été franchi.

Au cours des millénaires, bien que l'homme ait toujours cherché à dominer la nature, les dommages qu'il lui infligeait se limitaient principalement à la déforestation.

Ce n'est qu'avec l'invention des machines utilisant des énergies fossiles que l'homme a considérablement amélioré son confort, mais il a également multiplié ses capacités destructrices, se croyant au-dessus de toute préoccupation environnementale.

En particulier, la combustion du pétrole libère des quantités considérables de polluants dans l'atmosphère, au point que l'humanité et d'autres espèces animales risquent de disparaître en raison des perturbations climatiques en cascade que cela engendrera, comme le soulignent les rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

Malgré l'urgence de la situation, curieusement, aucune solution d'envergure n'est sérieusement envisagée, alors que cette question est sans aucun doute l'enjeu le plus crucial pour notre avenir.

La raison en est simple : la propriété privée des ressources et la recherche du profit sont des piliers centraux de notre capitalisme. Remettre en question ces aspects est une menace pour ceux qui bénéficient de ces structures de pouvoir et de richesse, et les puissants acteurs économiques ont une influence considérable...

Et puisqu'il est inconcevable de remettre en question ce système, on préfère toujours considérer que ces catastrophes écologiques et sociales sont le résultat de comportements strictement individuels, qu'il est socialement acceptable de blâmer.

Les solutions qui nous sont présentées (utilisation d'énergies renouvelables, agriculture biologique, amélioration de l'isolation thermique des logements, déplacement à vélo, réduction de la consommation de viande, etc.) sont loin d'être à la hauteur des enjeux du problème, même si elles vont dans la bonne direction. Car ces solutions ne perturberont jamais l'ordre dévastateur établi par les puissants.

Pendant ce temps, le fossé entre les impératifs "économiques" inhérents au capitalisme et les impératifs de la nature qui nous abrite continue de se creuser de manière dramatique.

La nature se "défend" désormais contre les êtres humains à travers des phénomènes climatiques extrêmes, qui se multiplient en intensité (sécheresses, incendies, inondations, tempêtes, etc.).

De plus, la misère engendrée par cette gestion privatisée des ressources et l'absence de perspectives d'avenir entraînent la fuite de populations désespérées, qui sont repoussées par celles qui n'ont pas encore connu cette situation.

Ces événements mettent en évidence l'urgence de repenser notre relation avec la nature et de remettre en question le système économique actuel qui ne fait qu'aggraver ces problèmes.

Face à la situation critique, les élites dirigeantes et leurs marionnettes politiques ne proposent qu'une seule solution : la fuite en avant, dans le but de préserver leurs privilèges associés au système en place.

Ils tentent de donner l'illusion de prendre des mesures en organisant des sommets de haut niveau, tels que les conférences sur le climat (COP), où des réglementations insignifiantes sont décidées face à l'ampleur du problème.

Ces réunions internationales, souvent teintées d'hypocrisie et de discours vides, servent davantage à maintenir l'illusion d'une action collective et à apaiser les consciences qu'à réellement apporter des solutions concrètes. Les intérêts des puissants et des grandes corporations continuent de primer sur l'intérêt général, laissant les populations les plus vulnérables livrées à leur sort.

Il est temps de démasquer cette mascarade et de prendre des mesures courageuses et radicales pour réformer en profondeur notre système économique et politique, afin de répondre véritablement aux défis sociaux et environnementaux qui menacent notre existence même.

Remarque préalable :

Certains acteurs économiques exercent une influence significative sur les politiques et les décisions qui façonnent notre système économique. C'est de ceux là dont il est question sous le vocable de « propriétaires » dans ce qui suit.

Il est important de souligner que tous les propriétaires ne sont pas nécessairement des hyper-profiteurs et que le terme "propriétaires" peut englober une gamme d'acteurs économiques allant des petites entreprises aux grandes multinationales. Il est donc nécessaire de distinguer les comportements et les pratiques spécifiques qui entraînent des conséquences négatives pour l'environnement et la société.

Définition.

Le capitalisme est un régime politique, économique et social dont la loi fondamentale consiste à rechercher systématiquement des profits en exploitant les travailleurs, par le biais des propriétaires des moyens de production.² Il en résulte la production de biens et de services destinés uniquement à la population solvable.

Du moins, cela pouvait se résumer ainsi jusqu'à ce que les banques prennent partout le contrôle, avec la complicité des gouvernements, au début des années 1970.³ Depuis lors, le rôle des entreprises cotées en bourse se résume à permettre aux milieux financiers de réaliser le maximum de profits le plus rapidement possible, quitte à dévaster les infrastructures industrielles, le tissu social et l'écosystème à l'échelle mondiale. Peu importe ce qu'elles produisent et leur rôle dans la société.

Par ailleurs l'actionnariat a déshumanisé les propriétaires de ces entreprises et a dégradé, voire anéanti, la confiance que le personnel accorde aux dirigeants.

² Ne pas confondre les propriétaires des moyens de production et les entrepreneurs. Les propriétaires ne sont pas nécessairement des entrepreneurs, et réciproquement, comme on le verra par la suite.

³ La suspension de la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971, puis les changes flottants au gré des marchés ont permis aux banques d'émettre autant de monnaie que nécessaire pour la spéculation boursière en particulier.

Le capitalisme est une vision simpliste de la société.

Le capitalisme repose sur une division fondamentale entre les **propriétaires** des moyens de production et les **travailleurs** qui vendent leur force de travail.

Les propriétaires détiennent le pouvoir économique en raison de leur contrôle sur les ressources et les moyens de production, tandis que les travailleurs sont dépendants de l'emploi rémunéré pour subvenir à leurs besoins.

Les propriétaires tirent une rente de leurs biens en les louant ou en les faisant exploiter par des travailleurs.⁴

Lorsqu'ils font exploiter leurs entreprises, le chiffre d'affaires généré par ces activités permet de couvrir les salaires des travailleurs et les frais liés à l'entreprise. La différence entre le chiffre d'affaires et les dépenses engagées (salaires, frais de fonctionnement, etc.) correspond au profit réalisé par les propriétaires. Ce profit peut être réinvesti dans l'entreprise pour son expansion ou pour d'autres investissements, ou il peut être distribué aux propriétaires sous forme de dividendes.

⁴ - Comparativement aux locataires, les propriétaires qui usent de leurs biens les louent à eux même...

Les incitations économiques influencent les comportements des entreprises de manière à privilégier les gains financiers à court terme au détriment du bien-être des individus et de l'environnement à long terme. Par exemples :

- Dans l'industrie agroalimentaire la pression pour maximiser les rendements et réduire les coûts conduit à des pratiques agricoles intensives, à l'utilisation excessive de produits chimiques et à une dégradation de l'environnement.
- De même certains acteurs de cette industrie produisent des aliments hautement transformés, riches en sucres, en gras et en additifs, qui ont un impact négatif sur la santé des consommateurs.
- L'industrie pharmaceutique a intérêt à traiter les maladies plutôt qu'à les prévenir. Elle incite à sur-prescrire des médicaments, elle recherche de nouvelles indications pour les médicaments existants et promeut des médicaments coûteux, même lorsque des alternatives moins coûteuses ou des approches non pharmacologiques pourraient être efficaces.

Maximiser les profits conduit à maximiser les flux et donc à réduire les durées de vie des produits, à accélérer leur renouvellement, à multiplier les gammes de produits, à multiplier les transports, sans se soucier de l'épuisement des ressources. Cela se manifeste également par une publicité tapageuse, d'autant plus intense que le produit est profitable.

Au dessus de tout, l'industrie financière recherche des profits à court terme, ce qui fait pression sur les entreprises pour atteindre des objectifs financiers agressifs. Cela entraîne des pratiques commerciales risquées, une recherche excessive de rentabilité immédiate, et sans du tout se préoccuper des conséquences sociales et environnementales.

L'incessante quête de profits conduit à orchestrer le pillage des ressources terrestres et humaines, ainsi qu'à perpétrer la destruction de la biosphère.

Ce postulat est d'une violence déconcertante. Un observateur extérieur à notre monde ne pourrait que constater avec évidence, voire avec un certain grotesque, les causes des catastrophes économiques, sociales et écologiques. Pourtant, nous, qui sommes enchaînés à un système de pensée forgé tout au long de l'évolution de nos sociétés occidentales, ne parvenons pas à les discerner.

Nous allons mettre en évidence la façon dont une infime minorité d'individus ultras riches manipule les rouages du pouvoir, et commenter leur jeu pernicieux qui est à l'origine de ces catastrophes. En effet, le véritable pouvoir réside dans les sphères économiques et financières, tandis que le pouvoir politique lui est, en pratique, assujéti.

Le capitalisme n'a pas pour objet de répondre aux besoins réels.

L'impératif de profitabilité relègue la satisfaction des besoins réels au second plan. Les entreprises créent des besoins artificiels pour promouvoir et vendre leurs produits.

L'industrie publicitaire et le marketing jouent un rôle clé dans ce processus. Ils constituent en eux même un important secteur économique qui entraîne surconsommation et gaspillage des ressources.

Le capitalisme interdit de gérer dans le temps.

Dans le système actuel, assurer le quotidien suppose de négliger l'avenir. L'impératif de compétitivité conduit les entreprises à utiliser tous les moyens disponibles pour atteindre leurs objectifs à court terme. sans quoi il n'y a pas d'avenir possible.

La recherche de profit a pour conséquence d'empêcher un nombre croissant d'individus de répondre à leurs besoins élémentaires.

En effet les machines, toujours plus évoluées, permettent de supprimer les emplois devenus superflus, et donc les salaires, sans lesquels vivre devient impossible.

Par ailleurs, offrir un revenu de remplacement ne présente aucun intérêt pour les propriétaires, si ce n'est un minimum (RMI, RSA, ...), utile à la paix sociale et donc à leur tranquillité. En temps normal, un revenu associé à un travail – aussi absurde soit-il – suffit généralement à maintenir un certain ordre.

Pourquoi y a-t-il des propriétaires, et des non- propriétaires ?

Les premiers propriétaires ont revendiqué des territoires ou des ressources et établi leur contrôle sur ceux-ci.

La déclaration de propriété a été un moyen par lequel certains individus ont affirmé leur droit exclusif sur les terres et les ressources⁵.

La notion de propriété privée des ressources et des biens a été défendue et institutionnalisée notamment après les révolutions du XVIIIe siècle. Les propriétaires ont cherché à protéger leurs intérêts et à garantir leur droit exclusif sur les biens qu'ils possèdent. Personne ne peut donc disposer de quoi que ce soit, sauf à en être propriétaire, ou en accepter leurs conditions.

Diverses formes de privatisation ont eu lieu, permettant à certains individus ou entités de revendiquer la propriété et le contrôle exclusif de différentes ressources et institutions. Cela inclut le sol, le sous-sol, l'immobilier, les infrastructures, les entreprises, les médias et même la création et la gestion de la monnaie.

5- Citation de Rousseau extraite du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755) : « Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire « Ceci est à moi », et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. »

Voir cette merveilleuse illustration « **La propriété - Nicole Ferroni** » : <https://www.youtube.com/watch?v=xKjTSJ-cmAQ>

Cette appropriation a souvent été accompagnée de la nécessité de défendre ces propriétés contre d'autres groupes ou individus.

Les propriétaires, représentés aujourd'hui par l'État ou par des structures de pouvoir économique, ont établi des relations de subordination et d'exploitation avec les travailleurs que l'on peut classer en 2 catégories : les fonctionnaires et les salariés.

Les fonctionnaires peuvent être considérés comme une division du travail visant à administrer et à maintenir le fonctionnement des propriétés et de la force de travail au service des propriétaires.

Les salariés, quant à eux, sont employés par les propriétaires pour exploiter les propriétés et produire des biens et des services.

Les propriétaires ont intérêt à assurer leur fortune ainsi construite.

Pour cela, ils investissent dans des « valeurs refuges », des biens dont la valeur peut fluctuer, mais reste sûre sur le long terme. Ce qui fait la sûreté de ces biens est généralement leur caractère indispensable... pour les autres, qui doivent donc payer le prix fort pour en disposer. Le cas du logement est emblématique.

Le coût d'un logement comprend différents éléments, tels que la construction, l'entretien et les plus-values résultant de la spéculation foncière et immobilière. Ces dernières sont d'autant plus importantes que l'espace occupé est recherché.

Or l'espace occupé par un logement était initialement gratuit, puisqu'il s'agit d'une ressource naturelle.

Avec l'établissement de la propriété privée, l'espace a été attribué à des propriétaires individuels qui ont pu bénéficier des plus-values générées par l'augmentation de sa valeur au fil du temps, payées en fin de compte par ceux qui ont besoin de se loger.

Et la monnaie, les banques commerciales ?

Historiquement, la monnaie a été liée à des actifs tangibles tels que l'or, ce qui garantissait sa valeur intrinsèque. Cela signifiait que les détenteurs de monnaie pouvaient théoriquement échanger leurs billets contre une quantité fixe d'or.

Cependant, au fil du temps, la plupart des économies modernes ont abandonné l'étalon-or. Dans les années 1970, de nombreux pays ont mis fin à la convertibilité directe de leur monnaie en or physique, adoptant ainsi des systèmes de monnaie fiduciaire. Dans ces systèmes, la monnaie n'est plus soutenue par un actif physique, mais plutôt par la confiance et la crédibilité de l'autorité émettrice, généralement la banque centrale.

Les banques commerciales ont la capacité de créer de la monnaie en accordant des prêts. C'est-à-dire que lorsqu'une banque accorde un prêt à un emprunteur, elle inscrit simplement le montant du prêt sur le compte de l'emprunteur, créant ainsi de la monnaie scripturale. Cette monnaie n'existe que sous forme électronique et son remboursement ultérieur réduit la quantité de monnaie en circulation.

Les réglementations financières exigent généralement que les banques détiennent une réserve de fonds propres, représentant une fraction de leurs engagements, afin de couvrir d'éventuelles pertes. Cette réserve est destinée à maintenir la stabilité financière du système bancaire.

Cependant, lors de la crise financière de 2008, les pertes subies par les banques ont dépassé leurs fonds propres, mettant en péril leur solvabilité. Les États ont alors été contraints d'intervenir en renflouant les banques pour éviter un effondrement du système financier dans son ensemble.⁶

En fin de compte, la confiance dans la monnaie repose sur la conviction que celle-ci maintiendra sa valeur et pourra être échangée contre des biens et des services dans l'économie.

6 - A noter que **les monnaies locales** ne sont pas garanties par la puissance publique. Elles ne s'appliquent donc qu'à des échanges de faible valeur...

Et la banque centrale ?

Nous ne décrirons pas ici les fonctions d'une banque centrale que l'on peut aisément trouver ailleurs.

En principe, un État souverain a tous les pouvoirs. En particulier celui de contrôler sa banque centrale. Par conséquent la banque centrale peut lui accorder des prêts à priori sans limite et sans intérêts, dont les remboursements sont garantis par la capacité de l'État à lever l'impôt si son gouvernement le souhaite en fonction de sa politique économique.

En France, la loi dite Pompidou-Giscard-Rothschild mit un terme à cette possibilité de financement le 3 janvier 1973, jusqu'alors pour ainsi dire tolérée...

Aujourd'hui « l'Europe » interdit totalement aux États de se financer par eux-mêmes.

Ainsi, pour investir, couvrir leur déficit budgétaire, financer les intérêts de leurs énormes dettes, ou encore compenser l'évasion fiscale⁷, les États n'ont pas d'autre choix que d'emprunter sur les marchés financiers, aux conditions des prêteurs : **c'est une formidable aubaine pour ceux qui ont une fortune à placer.**

7 - Les intérêts de la dette et les pertes dues à l'évasion fiscale, sont au total de l'ordre de cent vingt milliards d'euros en 2016. Cela coûte en moyenne 4 000 euros par an à chaque foyer français.

Les emprunts d'État sont on ne peut plus sûrs, et peuvent rapporter gros : l'emprunt Giscard, émis aussi en 1973, est une merveille du genre : pour 6,5 milliards de francs empruntés pour 15 ans, l'État dut rembourser (en intérêts et capital) près de 90 milliards de francs⁸ aux heureux prêteurs.

Cet emprunt signa l'envol de la dette publique, qui auparavant était quasiment inexistante.

En 2016 la dette de l'État français se montait à 2200 milliards d'euros, et rapportait environ 46 milliards d'euros⁹ d'intérêts payés par la population tout entière. C'est en quelque sorte un **impôt inversé sur la fortune**.

La création monétaire, normalement privilège de l'État, est monopole d'un système bancaire privé entretenu par la collectivité qui en assume les pires défaillances. Aussi incroyable que cela paraisse, c'est la réalité.

8 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Emprunt_Giscard

9 - les taux d'intérêts ont nettement baissé, suite aux émissions monétaires massives de la BCE ...de sorte que les intérêts de la dette restèrent à peu près constants.

Et la spéculation ?

La spéculation consiste à tirer profit des fluctuations des valeurs financières, que ce soit des actions, des matières premières, des devises, etc., en pariant sur leurs mouvements de prix futurs.

L'utilisation d'ordinateurs puissants et d'algorithmes sophistiqués pour l'analyse, et les transactions à haute fréquence (!) est devenue courante dans le secteur financier. Ces pratiques peuvent permettre des gains rapides pour certains acteurs, mais elles peuvent également contribuer à une volatilité accrue des marchés et à des déséquilibres économiques.

La spéculation a des conséquences économiques, sociales et écologiques essentiellement négatives. Lorsqu'elle devient excessive ou déconnectée de la valeur réelle des actifs sous-jacents, elle entraîne des bulles spéculatives et des crises financières, comme cela s'est produit lors de la crise financière de 2008.

De plus, la concentration de ressources et d'expertise dans le secteur financier détourne des ressources nécessaires à l'investissement productif et au développement économique à long terme.

Plutôt que de servir l'économie, les banques financent une sorte de casino qui asphyxie l'économie.

Et les patrons ?

Contrairement à une idée largement colportée, **même s'ils sont propriétaires de leurs entreprises, les patrons ne sont que rarement à classer dans cette catégorie.**

Car l'immense majorité des patrons sont des travailleurs qui dirigent leur propre entreprise et travaillent aux côtés de leurs employés, parfois dans des conditions privilégiées du fait de leurs compétences et talents, mais aussi souvent dans les pires conditions.

Le statut d'« auto-entrepreneur » permet cela. Et au concept d'auto-entrepreneur, on ajouta celui d'ubérisation (du nom d'Uber...) : le régime de l'« auto-entreprise » permet de travailler sans avoir à supporter les cotisations sociales auxquelles sont ordinairement soumises les entreprises. Cette réduction de charges est source de concurrence déloyale envers les autres entreprises, contraintes de ce fait à précariser elles aussi leurs salariés...

L'ubérisation permet aux plus grandes entreprises d'employer des auto-entrepreneurs plutôt que du personnel protégé par un statut de salarié, bien plus coûteux. Ainsi, les « travailleurs » sont progressivement renvoyés aux conditions du xix^e siècle.

On insinue que petits et grands patrons ne font qu'un : médiatiser les problèmes des petits patrons permet de justifier des aides (pour la recherche, l'emploi, etc.) qui en pratique iront essentiellement dans la poche des propriétaires de grandes entreprises (leurs actionnaires).

Les patrons des grandes entreprises cotées en bourse ont des rémunérations liées aux profits de l'entreprise, d'où leurs énormes salaires.

Ils exercent une pression sur leurs employés, fournisseurs et sous-traitants pour atteindre leurs objectifs financiers. Cela crée des environnements de travail stressants et difficiles, avec des conséquences parfois néfastes sur la santé et le bien-être des travailleurs, au point parfois de provoquer des vagues de suicides¹⁰.

Cette pression est aussi le résultat de la concurrence économique, des contraintes de coûts et des attentes des actionnaires.

Pressions et inégalités se répercutent à tous les niveaux de la pyramide économique et sociale, à l'échelle mondiale, exacerbées là où les entreprises externalisent la production vers des pays à bas coût de main-d'œuvre, et entretiennent ainsi des cycles de pauvreté et d'exploitation.

10 - La libéralisation du secteur des télécommunications a conduit France Télécom à se débarrasser d'une importante partie de son personnel. Celui-ci étant protégé par le statut de fonctionnaire, France Télécom a exercé des pressions insupportables (Voir « Affaire France Télécom » sur Wikipedia).

Et les syndicats ?

Leur rôle est d'assurer les négociations entre les travailleurs et les propriétaires exclusivement dans le cadre du système capitaliste. Les syndicats font partie du système. Sauf à trahir leur mission, et le patronat qui les finance en partie, ils ne peuvent s'y opposer.

Ils encadreront les grèves et manifestations destinées à canaliser la colère des travailleurs dans des défilés et festivités sans grande conséquence pour les dominants.

La mondialisation et la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale ont eu un impact sur les mouvements sociaux et les revendications des travailleurs. Les délocalisations, la sous-traitance à l'étranger et la possibilité pour les entreprises de trouver une main-d'œuvre moins coûteuse dans d'autres pays ont affaibli la capacité des travailleurs à exercer une pression économique significative sur les employeurs.

De plus, les avancées technologiques, l'automatisation et l'utilisation de contrats de travail flexibles ont également modifié les dynamiques du marché du travail, ce qui a rendu inopérante la mobilisation collective des travailleurs.

Et les « experts » ?

Leur rôle est « d'éclairer le peuple »...

Des experts, essentiellement néolibéraux ou d'idéologies voisines, sont omniprésents dans les grands médias¹¹.

Leurs méthodes d'analyse de la société sont assez étonnantes: ils se réunissent pour discuter de tel ou tel point d'actualité. Ce peut être l'emploi, les inégalités, l'impôt, etc. etc. Et tirent des conclusions d'autant plus extravagantes qu'ils ignorent superbement le problème dans son ensemble.

Ils ne cherchent pas la vérité, ils la fabriquent.

Jamais on n'invitera un trop pertinent contradicteur. Ou si par inadvertance cela se produit, on tentera alors de l'inférioriser pour dévaloriser ses propos.¹²

Parmi leurs extravagances on trouve :

- Il faut travailler plus longtemps! Pour répondre à la raréfaction du travail...¹³
- Il faut réduire les « coûts »! Ignorant tout des ravages sociaux et écologiques qui découlent de cette injonction... Fascinés par les chiffres, ils ont perdu tout contact avec le réel.

11 - « C dans l'air » émission politique de la 5ème chaîne est emblématique.

12 - Etienne Chouard en a fait les frais avec Jacques Attali le 05.09.2014, dans l'émission "Ce soir ou jamais" de Frédéric Taddeï (diffusée sur France2, et supprimée depuis)

13 - Le chômage de masse a pour effet une réduction de la masse des cotisations sociales. Pour compenser, il faut travailler plus longtemps (!).

Et les « grands » médias ?

Le rôle des « grands » médias, en particulier les chaînes de télévision, est éminemment sournois. Ce sont eux qui « fabriquent » l'opinion.

On peine à imaginer à quel point ils sont sournois tant leurs animateurs nous sont familiers et sympathiques, comme des amis de la famille.

Or c'est par leur filtre que nous parvient l'idée que nous nous faisons du monde dans lequel nous vivons.

Tous, collègues, amis, voisins, voyons les mêmes images, entendons les mêmes discours, connaissons les mêmes célébrités, sommes émus par les mêmes événements, éblouis par les mêmes exploits.

Les médias sont en position de manipuler les masses, et le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont efficaces. Les ultra-riches l'ont parfaitement compris.

En France, quelques milliardaires détiennent l'ensemble des principaux médias, télévisions, radios, presse écrite, et contrôlent ainsi l'information.

De plus l'État subventionne avec largesse les journaux les plus serviles, et de manière symbolique ceux qui donnent un son de cloche discordant condamnés, eux, à rester plus ou moins dans l'ombre.

Les personnages omniprésents dans ces « grands » médias le sont car leur « vision du monde » est conforme à celle que portent leurs propriétaires. La sophistication de leurs moyens et l'importance de leur audience, donne un poids tout particulier à leurs paroles. Ce qui laisse penser que le monde est tel qu'ils nous le montrent.

Non pas qu'ils mentent mais, pour ce qui nous intéresse, les faits seront sélectionnés et présentés avec solennité. Par exemple : le chômage augmente. On lutte contre le chômage (depuis cinquante ans) mais il augmente. C'est comme ça.

Jamais le système capitaliste ne sera évoqué et encore moins remis en question, alors que le chômage en est le pur produit.

La réalité a de multiples facettes, parmi lesquelles on peut choisir. On diffusera donc ce qui est susceptible d'attirer le plus de spectateurs possible, afin de maximiser les recettes publicitaires qui en dépendent, tout en veillant à rester dans le cadre de l'idéologie qui sert les intérêts des propriétaires. Exemple *a contrario*, **jamais on ne diffusera une critique pertinente du capitalisme.**

En donnant une apparence de neutralité, on abordera les sujets négatifs (famines, guerres, migrations, misère, chômage, terrorisme, désastres écologiques...) mais jamais on analysera sérieusement ces informations, et surtout jamais ne sera fait de lien avec le système qui en est souvent à l'origine. On laissera penser qu'il s'agit là de fatalités auxquelles on compatit, et contre lesquelles on « lutte » bien évidemment.

Comme disait Coluche (disparu dans des circonstances obscures¹⁴) : « On ne peut pas tout dire à la télévision, il y a trop de monde qui regarde ».

Pour les médias, le capitalisme est naturel, de même que la Terre est ronde. Cela ne se discute pas.

14- Tué par un camion qui lui a soudainement barré la route dans une ligne droite et avec une excellente visibilité, alors qu'il roulait à 60 km/h, comme le rapportent ses amis qui le suivaient, ainsi que l'enquête factuelle de « Moto Journal » n° 755.

Les grands médias ont tous repris le communiqué officiel de l'Agence France Presse annonçant qu'il a percuté à vive allure un camion manœuvrant dans un virage, sans jamais corriger cette « information ».

Et l'École ?

Sa mission est de former les enfants et jeunes adultes à la vie dans la société.

Former signifie selon Montaigne « développer une aptitude, exercer ou façonner l'esprit, cultiver », en l'occurrence s'adapter à la société capitaliste. Ses objectifs sont :

- Que l'enfant intègre le fait qu'il doit se soumettre à l'autorité, sans trop se questionner. L'enfant en comprend normalement de lui-même tout l'intérêt, à commencer par les marques d'attention que lui portent ses enseignants, sous réserve qu'il y soit prédisposé. À défaut, il sera en échec, et devra en assumer les conséquences.
- Acquisition d'un savoir... dans les limites du cadre fixé par le système.
- Classement dans la hiérarchie sociale, matérialisé par l'obtention, ou non, d'un diplôme. Les plus hauts diplômés sont les mieux « formés » au système. Ils en seront les élites, occuperont des postes d'expertise, ou de direction, là où se prennent les décisions qui concernent le corps social...

À noter qu'il n'est pas dans les attributions de l'Éducation nationale d'enseigner aux jeunes adultes pourquoi, véritablement, le système est tel qu'il est. En effet, on imagine mal l'Ecole leur apprendre ce que nous expliquons ici...

On préférera simplement dire que « il faut travailler pour vivre, gagner de l'argent », et autres banalités qui tombent sous le sens commun.

Les « bons élèves » se satisfont de ces sommaires explications.

Les élèves des « grandes écoles » qui forment les futurs cadres du pays auront appris que le profit est essentiel car il motive l'investissement, tandis que la compétitivité préserve les parts de marché. Ce qui implique de réduire les coûts, etc. (Ce qui n'est pas faux, mais extrêmement réducteur.)

Ils ne se lasseront pas ensuite de le marteler, incapables de penser autrement.

Le « haut diplômé » aura fait sienne l'idéologie capitaliste. Malheur à celui qui pense différemment car, fatalement, « c'est qu'il ne comprend rien ».

Et les élections présidentielles ?

Elles sont capitales.

Elles donnent les apparences d'une parfaite démocratie : chaque citoyen peut être candidat (sous réserve d'obtenir le parrainage de « grands électeurs »), et tout le monde peut voter.

Les travailleurs, pourtant nettement plus nombreux, n'ont en effet pratiquement aucune chance de voir un hypothétique représentant les gagner.

Car les dés sont pipés : les propriétaires disposent de tous les atouts pour emporter la victoire, à commencer par leurs moyens financiers.

Longtemps avant l'appel aux urnes, les propriétaires auront repéré leurs poulains candidats (plusieurs par sécurité...) parmi les citoyens aspirant à de « hautes responsabilités », et dont la prétention n'a d'égale que la perversité de la pensée.

D'opportunes responsabilités, généralement ministérielles, les propulseront ensuite en permanence à la une des médias.¹⁵

15 - A cette fin, la plupart des présidents ont été nommés au préalable dans un précédent gouvernement, et ce au moins depuis Georges Pompidou qui fut Premier ministre du général de Gaulle.

Assis dans leurs fonctions, ils auront eu le loisir de se construire l'image d'un « dirigeant » : cela passe par une gestuelle noble, le regard dominateur, l'intonation affirmée, un calme olympien face à l'adversité.¹⁶

Et surtout la capacité à **dire les pires mensonges avec des accents de profonde sincérité**, car le grand nombre n'a évidemment pas à connaître le sort qui lui sera réservé. Ne restera plus ensuite qu'à choisir le « meilleur » d'entre eux, le moment venu.

Tandis que le camp des travailleurs, lorsqu'il est représenté, devra se contenter des miettes médiatiques qu'on voudra bien lui laisser.

Dans le même temps, de sorte à rendre vaine toute réelle opposition, on mettra en lumière des adversaires inoffensifs¹⁷, mais capables d'attirer les voix des mécontents toujours plus nombreux au fil des élections.

Comme pour vendre une lessive, tout est dans l'emballage et la promotion. Le public n'en demande pas plus, d'autant qu'il n'est préparé à rien d'autre.

En conclusion, à de rares exceptions près, les présidents, ministres et autres collaborateurs seront au mieux des idiots utiles au système et au pire de brillants escrocs.

16 - Une « élite » doit se distinguer du *vulgum pecus*. D'où le décorum dont ils s'affublent. Notre monde « civilisé » a fait sienne cette exigence, qui commence par le port de la cravate.

17 - L'extrême droite est dans ce rôle depuis l'élection présidentielle de 1988, ainsi que nombre de « petits candidats ».

La pillerie des propriétaires :

Puisque le jeu des élections leur est favorable les propriétaires écrivent l'essentiel de la loi. Leur pouvoir est total : économique et politique.

Faute de disposer de ressources suffisantes, des individus ou des pays sont contraints de s'endetter auprès de propriétaires et banquiers qui ainsi les dominent et peuvent les pressurer ou les piller en toute légalité, pour disposer de misérables moyens.

Il faut remarquer toutefois que les propriétaires, en tant qu'individus, ne sont pas nécessairement en cause. Les plus vertueux d'entre eux ont aussi à prendre des décisions catastrophiques. Par exemple celles de fermer des entreprises socialement, humainement, écologiquement utiles, qui faisaient vivre des régions entières, mais non viables sur le plan économique... dans CE système.

Et la mondialisation de l'économie?

Pour faire baisser le coût du travail, et « aider » le développement des pays sous-développés, les gouvernements mirent en concurrence ces derniers avec les anciens pays développés socialement avancés, en supprimant progressivement les barrières douanières, dans le cadre de la mondialisation, qu'ils prétendent inéluctable, de l'économie.

Cette concurrence est mortifère pour les droits des travailleurs, qui n'ont d'autre choix que de les abandonner les uns après les autres pour rester dans la compétition mondiale. À terme, il leur faudra se contenter de ce que voudront bien payer ceux qui auront encore à les employer.

On peut objecter que cela permet le développement d'autres pays, mais si tel est le problème à résoudre il serait bien préférable de coopérer et transférer des technologies pour les conduire vers une indépendance économique, qui apporte liberté et sécurité économique.

La réalité est que cette politique est de l'intérêt des intermédiaires et financiers qui encaissent les marges résultant de l'écart entre le fort pouvoir d'achat des anciens pays développés et les faibles coûts de production des pays en voie de développement.

L'importation de marchandises produites dans des pays à bas salaires ou peu réglementés détruit des secteurs économiques entiers, et fait perdre les compétences qui allaient avec. C'est ce qui se produit avec l'ouverture inconsidérée des frontières. Nos branches textiles, sidérurgiques, de technologies de pointe, et bien d'autres, dont l'essentiel secteur agricole, sont ainsi ravagées.

Les pays développés deviennent dépendants économiquement du reste du monde, et perdent leur souveraineté au grand bénéfice de ceux qui contrôlent les échanges et assoient leur pouvoir au détriment des peuples.

Un éventuel retour à la souveraineté des États est problématique, car il suppose de reconstruire un tissu industriel et agricole toujours plus délabré.

Les populations sont devenues esclaves de la Finance, qui elle est au service des propriétaires.

Le chômage de masse.

Dans les années 1970, la formidable période dite des « Trente glorieuses » arriva à son terme lors de la flambée des prix du pétrole consécutive aux « chocs pétroliers »¹⁸. Les pays dépendant fortement des importations de pétrole ont dû faire face à une hausse des coûts de l'énergie, ce qui a entraîné une augmentation des prix des biens et services, de l'inflation et une contraction de la demande. Le chômage de masse pris alors son envol.

Le chômage de masse fait partie du système capitaliste. Il est très avantageux pour les propriétaires, car il incite les travailleurs à être moins exigeants...

18 - L'expression « **choc pétrolier** » fait référence aux conséquences sur l'économie mondiale d'une modification brutale de l'offre de pétrole, combinant hausse du prix et augmentation de la consommation et/ou baisse de la production.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Choc_p%C3%A9trolier

Contrairement à ce qu'on laisse penser, il est à noter qu'il serait très simple de supprimer le chômage, il suffit de réunir deux conditions :

1 - Créer des emplois en conséquence. Il est évident que, si l'on en juge par l'état de la planète et les besoins sociaux, le travail ne manque pas...

2 - Assurer leur financement. L'argent est très facile à trouver : récupérer l'évasion fiscale ; éliminer (monétiser) la dette et réaffecter ses intérêts au financement de ces emplois ; ou encore émettre la monnaie nécessaire comme la BCE le fait aujourd'hui pour... alimenter la spéculation.

Hélas la religion capitaliste l'interdit.